



Bulletin de l'Institut français d'études andines

ISSN: 0303-7495

secretariat@ifea.org.pe

Institut Français d'Études Andines

Organismo Internacional

Ranque, Axel

La genèse de la première organisation prochinoise au Pérou (1963-1964). Idéologie et acteurs de la
IVème conférence nationale du Parti Communiste péruvien (janvier 1964)

Bulletin de l'Institut français d'études andines, vol. 27, núm. 1, 1998

Institut Français d'Études Andines

Lima, Organismo Internacional

Available in: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=12627105>

- How to cite
- Complete issue
- More information about this article
- Journal's homepage in redalyc.org

redalyc.org

Scientific Information System

Network of Scientific Journals from Latin America, the Caribbean, Spain and Portugal

Non-profit academic project, developed under the open access initiative

**LA GENÈSE DE LA PREMIÈRE ORGANISATION
PROCHINOISE AU PÉROU (1963-1964)**
**IDÉOLOGIE ET ACTEURS DE LA IVÈME CONFÉRENCE NATIONALE DU
PARTI COMMUNISTE PÉROUVIEN (JANVIER 1964)**

*Axel RANQUE**

Résumé

La création de la première organisation prochinoise au Pérou à l'issue de la IVème conférence nationale du Parti Communiste Péruvien marque-t-elle la victoire de la majorité des militants attachés à la pureté du marxisme-léninisme sur le "révisionnisme" des partisans de Moscou comme l'affirment les historiographes maoïstes ? L'analyse de l'articulation de la polémique idéologique sino-soviétique sur la lutte interne du P.C.P. démontre que l'idéologie est davantage un moyen pour justifier l'expulsion d'un ennemi commun – la "vieille garde" qui accapare la direction du Parti – qu'un trait d'union entre partisans de la IVème conférence nationale.

Mots-clés : *Mouvement communiste international, polémique sino-soviétique, marxisme-léninisme, militants communistes, lutte interne, Parti Communiste Péruvien, IVème conférence nationale, organisation prochinoise.*

GENESIS DE LA PRIMERA ORGANIZACIÓN PROCHINA EN EL PERÚ (1963-1964)
IDEOLOGÍA Y ACTORES DE LA IVª CONFERENCIA NACIONAL DEL PARTIDO COMUNISTA PERUANO
(ENERO DE 1964)

Resumen

La primera organización pro-china que nace en el Perú con la IVª conferencia nacional del Partido Comunista Peruano sería, como lo afirman los historiógrafos maoístas, el desenlace victorioso de la lucha que la mayoría de los militantes peruanos han desarrollado contra el "revisionismo" de los partidarios de Moscú en su afán de preservar la pureza del marxismo-leninismo. La manera cómo la polémica china-soviética se incorpora a la lucha interna que divide al P.C.P. nos demuestra que la ideología sirve más para justificar la expulsión de la "vieja guardia" de la dirección del Partido que para unificar a los partidarios de la IVª conferencia nacional mismos.

* 10, rue Boulard, 75014, Paris.

Palabras claves: *Movimiento comunista internacional, polémica china-soviética, marxismo-leninismo, militantes comunistas, lucha interna, Partido Comunista Peruano, IVa conferencia nacional, organización prochina.*

THE GENESIS OF THE FIRST PRO-CHINESE ORGANIZATION IN PERU (1963-1964)
IDEOLOGY AND ACTORS OF THE IVTH NATIONAL CONFERENCE OF THE PERUVIAN COMMUNIST PARTY (JANUARY 1964)

Abstract

Does the birth of the first pro-Chinese organization at the Peruvian Communist Party's IVth conference mark, as Maoists historiographers assert, the victory of the majority of the Peruvian communists over the "revisionists" pledged to Moscow in order to preserve the purity of Marxism-Leninism? The Sino-Soviet polemic on the P.C.P.'s internal dispute reveals that ideology is more a means to end with the leadership of the "old guard" than a link between the IVth national conference supporters themselves.

Keywords: *International Communist Movement, Sino-Soviet polemic, Marxism-Leninism, communists militants, internal dispute, Peruvian Communist Party, IVth national conference, pro-Chinese organization.*

L'historiographie maoïste s'accorde à considérer la IV^{ème} conférence nationale du Parti Communiste péruvien (P.C.P.), tenue à Lima les 18 et 19 janvier 1964, comme une étape décisive dans la lutte des classes au Pérou (1). Cette appréciation se fonde sur trois «résolutions historiques» ratifiées par cette assemblée à la suite de la rupture sino-soviétique :

- la défense du marxisme-léninisme et le rejet officiel du «révisionnisme contemporain» que Nikita Khrouchtchev a introduit au sein du Parti Communiste de l'Union Soviétique (P.C.U.S.) après la mort de Staline ;
- l'allégeance au Parti Communiste chinois (P.C.C.) qui se substitue au P.C.U.S. à la tête du mouvement communiste international après la rupture entre les deux partis communistes, le 20 juillet 1963 ;
- et enfin, l'expulsion des «représentants du révisionnisme» du P.C.P.

L'objectif de cet article est, dans un premier temps, de replacer la position des auteurs du document de la IV^{ème} conférence dans le contexte de la polémique sino-soviétique et de voir comment ils parviennent à adapter à la situation nationale la vision du monde de Pékin et les directives politiques qui en découlent.

(1) Ce jugement est partagé par l'ensemble des organisations maoïstes issues des divisions postérieures à la IV^{ème} conférence nationale du P.C.P. prochinois. Il est notamment exprimé par le P.C.P. «Bandera Roja» dans *Acerca de la historia del P.C.P. y de sus luchas internas* (1968) ; par le P.C.P. «Patria Roja» dans le document de la *Vla conferencia nacional del P.C. del Perú* (1969); et par le P.C.P. «Sendero luminoso» dans le texte *Retomemos a Mariátegui y reconstituamos su partido* (1975).

Les historiographes maoïstes présentent également la IV^{ème} conférence nationale comme le dénouement victorieux de la lutte acharnée que la majorité des militants communistes péruviens ont livré aux côtés des camarades chinois contre le «révisionnisme». Deux conclusions découlent de cette affirmation :

- la lutte interne qui précède l'expulsion du P.C.P. des «révisionnistes» serait le pendant de la polémique idéologique sino-soviétique qui conduit le P.C.C. à se substituer au P.C.U.S. à la tête du mouvement communiste international ;

- le combat des «marxistes-léninistes» péruviens aurait été entièrement conditionné par la volonté de défendre la pureté de l'idéologie.

L'analyse de l'articulation de la polémique sino-soviétique avec la lutte interne au sein du P.C.P., effectuée à partir du document de la IV^{ème} conférence nationale, nous permettra de vérifier ces deux affirmations de l'historiographie maoïste.

Cependant, la version présentée par les auteurs du document de la IV^{ème} conférence nationale doit être confrontée à d'autres sources écrites et orales pour avoir une connaissance plus objective de la genèse de la première organisation prochinoise au Pérou. À cet effet, nous présentons en seconde partie une lecture de la lutte interne qui tient compte des idées qui ont marqué l'époque ainsi que du mode de fonctionnement du P.C.P. Cette approche, qui met l'accent sur le rôle joué par le militant-acteur, nous permettra de discerner plusieurs des facteurs qui ont conduit près de la moitié des communistes péruviens à opter pour le camp de Pékin en adhérant aux conclusions de la IV^{ème} conférence nationale.

1. POLÉMIQUE SINO-SOVIÉTIQUE ET LUTTE INTERNE DANS LE DOCUMENT DE LA IV^{ème} CONFÉRENCE NATIONALE

Le document de la IV^{ème} conférence nationale est divisé en trois chapitres (2). Selon l'approche marxiste, les deux premières parties sont consacrées à l'analyse de la situation internationale et de la conjoncture politique et sociale péruvienne. C'est à partir de ces deux paramètres que la stratégie et la tactique du P.C.P. sont déterminées. Enfin, le troisième chapitre dresse un bilan détaillé de la situation interne du Parti. Ce document, rédigé par José Sotomayor (3), tranche le débat que suscite chez les militants péruviens la polémique idéologique qui oppose ouvertement le P.C.C. au P.C.U.S. après le 20 juillet 1963 (4).

(2) Les trois chapitres de ce document ronéoté de 60 pages, intitulé *IV conferencia nacional del Partido Comunista Peruano*, sont : *La situación internacional es favorable a los pueblos que luchan por su liberación nacional* ; *La situación política del país y las tareas del Partido* ; *La situación del Partido*.

(3) Le document de la IV^{ème} conférence nationale reprend en fait l'intégralité du contenu du rapport politique rédigé et présenté par José Sotomayor à l'inauguration de la conférence, le 18 janvier 1964. L'identité de l'auteur de ce document n'a jamais été mise en doute.

(4) L'échec du sommet sino-soviétique de Moscou, le 20 juillet 1963, entraîne la rupture du dialogue entre le P.C.C. et le P.C.U.S. Dès lors, les Chinois n'hésitent plus à rendre publiques les divergences qui les séparent des Soviétiques (Guillermaz, 1972).

1. 1. Rejet du “révisionnisme” des dirigeants soviétiques et allégeance au P.C.C.

C'est l'exégèse de la doctrine de la coexistence pacifique qui démontre aux partisans de la IV^{ème} conférence nationale le “révisionnisme” de Nikita Khrouchtchev. Selon eux, le successeur de Staline à la direction du P.C.U.S. aurait trahi le dogme de la lutte des classes pour avoir converti cette doctrine des relations internationales, élaborée par Lénine pour gérer les rapports entre états socialistes et capitalistes, en nouveau principe directeur du mouvement communiste international (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 17). En reprenant fidèlement le raisonnement développé dans la lettre en “25 points” que le P.C.C. adresse le 14 juin 1963 au P.C.U.S. (Johnson, 1970), les partisans de la IV^{ème} conférence ratifient la rupture avec Moscou.

Leur adhésion à l'interprétation chinoise de la coexistence pacifique est confirmée lorsque José Sotomayor expose dans le second chapitre du document son analyse de la situation politique péruvienne. La “bourgeoisie nationale” qui gouverne le pays depuis l'élection, en juillet 1963, du président Fernando Belaúnde (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 24-25), est implicitement assimilée à la catégorie des “pays intermédiaires” (5) avec lesquels Pékin considère qu'un état socialiste peut nouer des relations politiques et commerciales tant que cela contribue à la construction du socialisme (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 17). En conséquence, José Sotomayor s'inspire des “Cinq principes de la coexistence pacifique” prônés par la diplomatie chinoise lorsqu'il offre un appui conditionnel à la politique “réformiste” de Fernando Belaúnde dans l'objectif de permettre au P.C.P. de consolider son assise politique (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 22). Il souligne toutefois la précarité de la politique d’“unité et de lutte” avec le gouvernement car, à l'instar des “pays intermédiaires”, les velléités nationalistes de la “bourgeoisie nationale” pourraient rapidement céder devant le spectre de la révolution (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 25-26). Son rapprochement avec l'impérialisme sera même inéluctable car le triomphe du communisme à l'échelle mondiale est proche (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 5).

Pour réaliser cette mission historique, le camp socialiste doit abattre son principal adversaire depuis la défaite du fascisme en 1945 : l'impérialisme nord-américain. Selon les partisans de la IV^{ème} conférence nationale, les marxistes-léninistes doivent contrer de manière implacable la politique néocolonialiste des États-Unis afin que le monde entier prenne conscience de la nature belliciste de l'impérialisme (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 14). En outre, les négociations américano-soviétiques sur le désarmement sont vivement condamnées (6) car, sous le prétexte de prévenir une troisième guerre mondiale, la politique de la Détente conduit Moscou à retirer son soutien aux mouvements de libération nationale pour se rapprocher de Washington (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 8, 10). En laissant le champ libre aux États-Unis, les Soviétiques confirment leur trahison à la révolution prolétarienne mondiale car, selon

(5) Cette catégorie englobe les puissances capitalistes et impérialistes qui sont soumises à la domination des États-Unis : le Japon, la France, l'Allemagne de l'ouest, la Grande Bretagne et l'Italie.

(6) Ils condamnent en particulier le traité tripartite sur l'arrêt partiel des essais nucléaires, signé à Moscou le 25 juillet 1963.

les partisans de la IV^{ème} conférence nationale, la principale contradiction du monde contemporain est justement l'opposition des «peuples opprimés» à l'impérialisme nord-américain et ses «laquais» (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 9). L'essor des luttes d'émancipation nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine leur permet de conclure que cette région du monde est devenue le principal foyer de la révolution après la fin de la seconde guerre mondiale (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 9).

L'identification des partisans de la IV^{ème} conférence nationale aux thèses du P.C.C. sur les contradictions du monde ainsi que sur la question de la paix et de la guerre est sans faille (7). Ainsi, l'alliance des travailleurs, des pacifistes et des «peuples opprimés», forgée à l'échelle mondiale par la Chine populaire (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 15), se prolongera au Pérou avec la création d'un «front unique anti-impérialiste et anti-féodal» dirigé par le P.C.P. (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 36). Les deux objectifs que José Sotomayor assigne à ce front politique découlent à la fois de la situation de dépendance du Pérou à l'égard de l'impérialisme nord-américain et du caractère semi-féodal de la société. Étant donné que ce diagnostic coïncide avec la situation politique et sociale de la Chine dans les années 1920, la première étape de la révolution péruvienne sera donc, à l'instar du modèle chinois, «nationaliste et anti-impérialiste, démocratique nationale et agraire» (8). Bien que l'expérience révolutionnaire bolchevique soit toujours jugée digne d'intérêt par les partisans de la IV^{ème} conférence, ceux-ci considèrent la stratégie employée par Mao Tsé-toung en Chine — des campagnes vers les villes — mieux adaptée à la réalité péruvienne (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 33). En revanche, la voie pacifique au pouvoir préconisée par Nikita Krouchtchev est résolument écartée car, selon eux, le passage du capitalisme au socialisme ne s'est jamais réalisé sans violence (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 34).

L'approbation du document de José Sotomayor par l'assemblée de la IV^{ème} conférence nationale du P.C.P., le 19 janvier 1964, marque indéniablement la naissance d'une organisation prochinoise au Pérou (9). En reprenant intégralement les thèses défendues par les Chinois dans la polémique idéologique sino-soviétique, les partisans de la IV^{ème} conférence ratifient leur allégeance au P.C.C. qui se substitue au P.C.U.S. à la direction du mouvement communiste international. Cette décision qui sanctionne

(7) La comparaison que Cecil Johnson (1970) effectue entre l'extrait de la IV^{ème} conférence nationale du P.C.P., publié dans *Peking Review* le 22/5/1964, et les écrits classiques de Mao corrobore ce constat.

(8) Ou bien, selon la terminologie employée par Mao, la révolution «démocratique bourgeoise de nouveau type». Les protagonistes de la révolution dans sa première étape seront les paysans pauvres, les paysans «moyens», la petite bourgeoisie urbaine ainsi que, dans certaines circonstances, la bourgeoisie nationale. L'hégémonie de ce front revient au prolétariat à travers son avant-garde politique, le P.C.P. (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 31-32). Cecil Johnson (1970) confirme l'adhésion sans faille des partisans de la IV^{ème} conférence nationale au modèle révolutionnaire chinois.

(9) Le P.C.P. est la seconde organisation prochinoise d'Amérique latine, après le P.C. do Brasil qui est fondé en février 1962. Toutefois, le parti brésilien n'affiche son alignement sur la ligne du P.C.C. qu'à partir de janvier 1963 et il faut attendre le mois de septembre pour que Pékin reconnaisse officiellement son existence (Johnson, 1970).

la division du camp socialiste a été prise par José Sotomayor tout au moins de manière consciente car il a bien assimilé les thèses idéologiques chinoises. C'est pour cette raison que l'on ne peut pas considérer le document de la IV^{ème} conférence nationale comme une simple transcription des directives de Pékin. De même, conscient de l'isolement politique du P.C.P., José Sotomayor emprunte les principes de la diplomatie chinoise dans ses rapports avec les pays développés dépendants des États-Unis pour légitimer l'attitude modérée que le parti adopte à l'égard de l'état péruvien qui se situe pourtant, dans la vision du monde du P.C.C., au centre de la tempête révolutionnaire. Cette analogie atteste l'effort de José Sotomayor pour adapter les thèses idéologiques chinoises au contexte national. La marge d'interprétation dont il bénéficie révèle également les lacunes du corps de doctrine que le P.C.C. a commencé à élaborer après sa rupture avec le P.C.U.S.

En effet, il est prématuré de parler de "maoïsme" (10) en 1964. Si l'opportunité d'appliquer les thèses militaires de Mao Tsé-toung dans les pays opprimés par l'impérialisme nord-américain autorise le P.C.C. à contester au P.C.U.S. la direction de la révolution mondiale, elle n'accorde pas encore personnellement à Mao la responsabilité de la guider (11). À l'instar du P.C.C., les partisans de la IV^{ème} conférence nationale condamnent les dirigeants Soviétiques au nom de la défense de la pureté du marxisme-léninisme, doctrine élaborée par Staline à partir de l'oeuvre de Marx et de Lénine. Le rapprochement qu'ils effectuent entre le P.C.U.S. et la II^{ème} Internationale leur permet de présenter Nikita Khrouchtchev comme l'héritier de Karl Kautsky et de Eduard Bernstein, deux théoriciens «réformistes» qui s'étaient opposés à Lénine au début du siècle (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 12-13). De même, ils condamnent la campagne de déstalinisation lancée par Khrouchtchev lors du XX^{ème} congrès du P.C.U.S. en comparant ce dernier au Maréchal Tito qui avait déjà défié Staline en faisant sortir la Yougoslavie du Kominform, en 1948 (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 54-55). Le nombre important de références à Staline dans le document confirme l'attachement des partisans de la IV^{ème} conférence nationale à l'héritage stalinien et révèle le caractère conservateur de leur rupture avec le P.C.U.S.

Enfin, la division du camp socialiste provoque par contre-coup la scission du P.C.P. C'est pour cette raison qu'à partir de 1964, deux organisations rivales — l'une prosoviétique, l'autre prochinoise — se disputent la même dénomination : *Partido Comunista Peruano*.

L'expulsion des militants restés fidèles à Moscou est entérinée par la IV^{ème} conférence nationale, en janvier 1964. Mais dans le bilan sur la situation du Parti que

(10) Cette dénomination n'est d'ailleurs pas acceptée par les partisans de Mao qui se considèrent «marxistes-léninistes» par opposition aux «révisionnistes».

(11) Ce pas est franchi le 3 septembre 1965 lorsque Lin Piao expose une nouvelle analyse de la situation mondiale dans *Vive la victorieuse guerre du peuple !* Le modèle léniniste, adapté aux conditions de la révolution en Europe, doit être relayé par les thèses de Mao pour assurer le triomphe de la lutte d'émancipation des peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, principale contradiction du monde contemporain depuis la défaite du fascisme. Les nouvelles perspectives qui s'ouvrent au mouvement révolutionnaire après 1945 élèvent Mao Tsé-toung au rang d'idéologue du marxisme, aux côtés de Marx, Engels et Lénine. Ce tournant est enregistré au Pérou avec la V^{ème} conférence nationale du P.C.P., en novembre 1965.

José Sotomayor présente dans le troisième chapitre du document, on apprend que la polémique sino-soviétique s'est greffée sur un conflit qui couvait au sein du P.C.P. depuis 1962. La reconstitution du processus de la lutte interne — de son origine à la scission — nous permettra de déterminer les circonstances dans lesquelles le combat qui opposait un groupe de cadres à la Direction nationale s'est transformé en un clivage entre adeptes de Pékin et de Moscou. Afin de voir comment les partisans de la IV^{ème} conférence nationale parviennent à concilier cette double opposition qu'ils revendiquent pour justifier l'expulsion des «révisionnistes créoles», cette analyse sera exclusivement effectuée à partir du document de la conférence.

1. 2. La greffe de la polémique sino-soviétique sur la lutte interne du P.C.P.

1. 2. 1. Un parti anéanti et des militants démoralisés

Selon les partisans de la IV^{ème} conférence nationale, la fronde contre la Direction nationale surgit à la suite des deux revers politiques que le P.C.P. essuie successivement : l'échec électoral du *Frente de Liberación Nacional* (F.L.N.), en juin 1962, puis la répression anticommuniste, en janvier 1963.

Le mauvais résultat enregistré par le F.L.N. aux élections (12) suscite de nombreuses critiques contre la Direction nationale. Selon José Sotomayor, l'attitude sectaire des responsables du Parti aurait empêché ce front politique, qui prétendait représenter l'ensemble de la gauche péruvienne, de tirer avantage de la conjoncture qui lui était pourtant favorable. De plus, le discours extrémiste de plusieurs de ses candidats qui, inspirés par la révolution cubaine, parlent de prendre immédiatement le pouvoir, aurait détourné de nombreux électeurs du F.L.N. (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 19-20). Mais, bien que ce revers électoral affaiblisse l'autorité de la Direction nationale, ses membres les plus influents — Raúl Acosta, Jorge del Prado et Juan Barrio (13) — sont reconduits dans leurs fonctions à l'issue du IV^{ème} congrès national du P.C.P., en septembre 1962, et conservent la mainmise sur l'appareil du Parti (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 46-47). À la place du terme péjoratif de "Camarilla" qui est habituellement employé dans le document pour désigner ces trois dirigeants, nous appellerons dorénavant ce trio la "vieille garde" (14).

Peu après le IV^{ème} congrès national, l'opération anticommuniste du 5 janvier 1963 anéantit l'appareil du Parti. Par son ampleur, la *Redada* (15) orchestrée par la Junte militaire est sans précédent dans l'histoire du P.C.P. (16). La plupart des membres de

(12) Le F.L.N. a été créé par le P.C.P. pour détourner l'article 53 de la constitution qui lui interdit de participer aux élections. Son candidat à la présidence de la république, le Général Pando, ne recueille que 2,04 % des suffrages exprimés (Roncagliolo, 1980).

(13) Ils sont respectivement secrétaire général, secrétaire d'organisation et responsable de la commission des finances du P.C.P.

(14) Bien que cette dénomination soit peu employée par les communistes, l'âge de Jorge del Prado, Juan Barrio et de Raúl Acosta, et leur longue trajectoire de militants, qui remonte aux années 1930, nous autorisent à les désigner ainsi.

(15) Coup de filet policier.

(16) Le nombre de prisonniers politiques est estimé à 1500 (Sulmont, 1977).

la commission politique, surpris en pleine réunion, ainsi que de nombreux cadres de province, sont déportés dans la colonie pénitentiaire du Sepa, en forêt amazonienne, avant d'être transférés en février sur l'île du Frontón où ils restent internés plusieurs mois (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 20, 48). Déjà contestée en raison de la défaite électorale du F.L.N., la "vieille garde" est désormais complètement discréditée par cette nouvelle épreuve qu'elle n'a pas su prévenir. Au contraire, la Direction nationale comparait au régime de Nasser la Junte qui s'installe au pouvoir par un coup d'état, en juillet 1962, et avait envisagé d'appuyer la politique «progressiste» des militaires (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 20). Le manque de discernement de la "vieille garde" démontre aux yeux de nombreux militants son incapacité à diriger le P.C.P. Ce constat les décide à s'unir pour destituer les cadres jugés responsables de la débâcle du Parti (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 21). La lutte interne se précise au premier semestre 1963.

1. 2. 2. Les étapes de la lutte interne : le XVIIème et le XVIIIème plénum du comité central

Le 17 mai 1963, les cadres libérés en premier réunissent le XVIIème plénum du comité central pour décider des consignes de vote aux élections du mois de juin que les militaires ont convoquées pour rendre le pouvoir aux civils (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 21). Ils profitent également de l'absence des trois représentants de la "vieille garde" pour examiner les comptes du P.C.P. et évaluer les résultats du travail «spécifique» (17) (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 48). Le constat d'irrégularités dans la conduite de l'organisation justifie l'élection d'une nouvelle commission politique dans laquelle ne figure pas Jorge del Prado, numéro deux dans la hiérarchie mais dirigeant de fait du Parti. En revanche, Raúl Acosta conserve toujours sa fonction de secrétaire général. Quant à Juan Barrio, le troisième représentant de la "vieille garde" au sein de la Direction nationale, il est provisoirement écarté de la commission des finances dont il avait la charge pour présomption de détournement de fonds. Une enquête est engagée afin de vérifier ces accusations qui compromettent la "vieille garde" (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 48-49).

La fronde qui éclate lors du XVIIème plénum du comité central se présente comme une campagne de moralisation menée dans l'objectif de rectifier la ligne politique du Parti et de punir les coupables des malversations. La rupture du dialogue entre le P.C.U.S. et le P.C.C., le 20 juillet 1963, changera le cours de la lutte interne (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 50). Au cours du XVIIIème plénum du comité central, réuni en octobre 1963, les accusations de malversation qui menaçaient la "vieille garde" d'expulsion sont à peine évoquées après plusieurs jours de débats houleux sur les causes de la scission du mouvement communiste international (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 51-52). La polémique idéologique sino-soviétique se situe désormais au coeur des dissensions internes du P.C.P.

José Sotomayor précise que la fracture idéologique s'est superposée au clivage qui divisait le P.C.P. au premier semestre 1963 : la "vieille garde" s'aligne sur le

(17) Le travail «spécifique» fait référence à l'organisation militaire du Parti.

P.C.U.S. et ses opposants se rangent du côté du P.C.C. Mais cette nouvelle donne aurait été imposée par la «vieille garde» qui taxe ses ennemis les plus résolus de *chinófilos* lors du XVIIIème plénum (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 50). La manière dont les partisans de la IVème conférence articulent les motifs qui justifient la fronde contre la «vieille garde» avec les arguments qui condamnent les «révisionnistes créoles» nous permettra de vérifier cette affirmation qui rend la «vieille garde» responsable de la scission du P.C.P.

1. 2. 3. De l'opposition à la «vieille garde» à l'expulsion des «révisionnistes créoles»

Comme nous venons de le voir, la remise en cause de la ligne et les accusations de corruption justifient le déclenchement de la fronde contre la «vieille garde». Sa présence presque continue à la Direction depuis 1942 permet à l'auteur du document de la IVème conférence d'expliquer l'échec du Parti de la classe ouvrière à devenir une organisation puissante sans remettre en cause les dogmes du marxisme-léninisme. Au contraire, ce constat prouve que la «vieille garde» ne possède pas les deux qualités requises pour diriger le P.C.P. : une solide connaissance du marxisme-léninisme et une grande expérience dans son application à la réalité nationale. José Sotomayor a également recours à l'histoire pour expliquer sa conduite au présent (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 40-45). À ses yeux, le désir des dirigeants du Parti de se rapprocher de la Junte militaire en 1962 perpétue la compromission des mêmes cadres avec le gouvernement du président Manuel Prado (1939-1945). Pis, les présomptions de détournement de fonds montrent combien la «vieille garde» s'est éloignée de l'idéal communiste dont l'intégrité est l'un des principes. Ils précisent que cette corruption est un reliquat des années 1930, époque à laquelle le «renégat» Eudocio Ravines dirigeait de manière arbitraire le P.C.P.

Une fois que la polémique idéologique sino-soviétique s'impose au centre des querelles internes du P.C.P., José Sotomayor est contraint à employer de nouveaux arguments pour stigmatiser la «vieille garde». Il éprouve cependant des difficultés à adapter au P.C.P. les références historiques que les Chinois emploient pour démontrer la filiation «révisionniste» de Nikita Khrouchtchev (18). L'influence que le secrétaire général du Parti Communiste des États-Unis avait exercé au Pérou, entre 1944 et 1946, est en effet le seul précédent de «révisionnisme» qu'il rencontre dans la trajectoire des membres de la «vieille garde» (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 42). Bien que l'exemple de Earl Browder avait conduit ces derniers à envisager lors de la Ière conférence nationale du P.C.P., en septembre 1944, à abandonner le principe de la lutte

(18) L'unique épisode dans l'histoire du P.C.P. comparable à la scission de la IIème Internationale entre sociaux-démocrates et partisans de Lénine, en 1919, n'est pas évoqué dans le document de la IVème conférence : il s'agit de la division du *Partido Socialista del Perú* que José Carlos Mariátegui avait fondé le 7 octobre 1928. Sa scission a lieu en mars 1930, un mois avant la mort de son fondateur, lorsque Eudocio Ravines accepte les conditions du Komintern et décide de transformer le P.S.P. en *Partido Comunista del Perú* (Flores Galindo, 1982). Cette mesure fut rejetée par une fraction des militants qui, sous la direction de Luciano Castillo, constituèrent une petite formation politique qui prolongea l'existence du P.S.P. jusqu'à nos jours.

des classes et à changer le nom du Parti afin de pouvoir participer aux élections de 1945 (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 45), José Sotomayor s'attarde peu sur cet épisode de l'histoire. Il se borne à désigner la "vieille garde" comme la représentante au Pérou du "révisionnisme contemporain" depuis que celle-ci endosse la défense de la doctrine de la coexistence pacifique de Khrouchtchev lors du XVIIIème plénum du comité central, en octobre 1963. Ainsi, les arguments idéologiques qui justifient l'expulsion des «révisionnistes créoles» donnent l'impression d'avoir été plaqués sur les raisons initiales de la lutte interne contre la «vieille garde». Ceci explique le manque de cohérence du document de la IVème conférence nationale : son troisième chapitre, consacré à l'analyse de la situation interne du P.C.P., donne l'impression d'avoir été juxtaposé aux deux premières parties du texte dans lesquelles les partisans de Pékin expriment leur adhésion aux thèses idéologiques du P.C.C.

La difficulté que les partisans de la IVème conférence nationale éprouvent à concilier les raisons initiales de la lutte interne avec les arguments qui condamnent le «révisionnisme» confirme que la «vieille garde» reprend l'initiative au sein du P.C.P. à la faveur de la division du camp socialiste. Ce tournant dans la lutte interne déconcerte ses opposants comme le reconnaît José Sotomayor lorsqu'il accuse la "vieille garde" d'avoir su habilement exploiter l'attachement des militants à l'Union soviétique pour retourner la situation à leur avantage lors du XVIIIème plénum (19). De cette manière, il avoue implicitement que le discours antisoviétique des Chinois a du mal à être admis par beaucoup de communistes péruviens pour lesquels le rôle dirigeant du P.C.U.S. a le poids d'un dogme. Dans ces circonstances, comment expliquer l'ampleur de la scission du P.C.P. qui se divise en deux parts égales (20) en 1964 ? Quelles pourraient être les motivations qui ont conduit la moitié des militants du Parti à opter pour le camp de Pékin en adhérant aux conclusions de la IVème conférence nationale ? Pour répondre à cette question, une relecture de la lutte interne, qui tiendrait compte des idées qui ont marqué cette époque ainsi que du mode de fonctionnement du Parti, s'impose.

(19) L'invitation sans préavis au XVIIIème plénum d'un délégué du Parti Communiste chilien (prosoviétique), Volodia Teitelboim, est l'une des manoeuvres que la «vieille garde» aurait employée pour désarçonner ses opposants (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 51).

(20) Selon Johnson (1970), la IVème conférence marquerait la naissance du parti prochinois le plus puissant d'Amérique latine. L'ampleur exacte de la scission du P.C.P. est difficile à apprécier. Selon le témoignage d'un cadre proche de la "vieille garde" et donc peu susceptible de complaisance à l'égard des partisans de Pékin, il semblerait que sur les 8 membres que comptait le bureau politique, 4 se soient alignés sur les conclusions de la IVème conférence nationale ; des 25 membres du comité central, 14 seraient restés fidèles à la "vieille garde" et 11 auraient rejoint le camp de Pékin (Interview 1, 1991). Toutefois, les partisans de la IVème conférence ne sont pas crédibles lorsqu'ils affirment dans le préambule du document avoir rallié la majorité des militants car, au mois de janvier 1964, la plupart des comités régionaux ne s'étaient toujours pas prononcés sur le clivage idéologique qui divise les instances supérieures du P.C.P.

2. LES PARTISANS DE LA IVÈME CONFÉRENCE : UN GROUPE HÉTÉROGÈNE

2. 1. La genèse d'une faction prochinoise du P.C.P.

2. 1. 1. *L'image de la Chine populaire au Pérou*

Le triomphe de la révolution chinoise, le 1er octobre 1949, a un impact très important sur les communistes péruviens. Les nouvelles de l'avancée des troupes de Mao Tsé-toung, que diffusait la revue *1949* (21) malgré la censure, les tenaient déjà en haleine. La capacité des révolutionnaires chinois à mobiliser les masses fascinait les militants péruviens dont l'influence politique fut réduite à néant par la répression implacable que la dictature du Général Odría (1948-1956) exerçait contre le P.C.P. L'annonce de la victoire finale leur permet d'envisager leur propre avenir avec plus d'optimisme (Interview 2, 11/11/1993).

Toutefois, la portée de la fondation de la République populaire est quelque peu réduite par l'image de pays lointain dont souffre la Chine. Ce sentiment ambivalent à l'égard de la Chine que l'on perçoit chez certains militants liméniens qui puisent leurs références culturelles et politiques en Europe (22), révèle que la conscience de partager une communauté de destin avec ce que l'on appellera plus tard le tiers-monde est encore peu développée en 1949. Cependant, la propagande que Pékin diffuse à partir de la seconde moitié des années 1950 pour vanter les réalisations du nouveau régime supprimera rapidement cette réserve.

L'effort important déployé par la Chine populaire pour se rapprocher de l'Amérique latine (23) est partie intégrante de sa politique d'ouverture sur le monde (Guillermaz, 1972). Dans le cas du Pérou dont la constitution interdit les relations avec les pays du bloc socialiste, l'Association d'amitié Pérou-Chine sert de relais officieux à la diplomatie de Pékin. Son principal objectif est de promouvoir l'image de la Chine populaire (24). L'association se charge également de préparer le voyage de personnalités progressistes en Chine (25). Par le biais de cette politique d'invitation, Pékin espère séduire des visiteurs susceptibles d'exercer à leur retour une influence positive sur l'opinion publique.

(21) L'hebdomadaire d'actualité *1949*, dirigé par Genaro Carnero Checa, n'était pas un journal d'opposition à la dictature du Général Odría. C'est par l'intermédiaire d'Alfredo Mathews, un cadre du P.C.P. chargé de la rubrique internationale, que la revue *1949* devient un canal «officieux» d'information pour les communistes péruviens qui sont coupés des nouvelles du camp socialiste.

(22) Ce préjugé à l'égard de la Chine était notamment partagé par certains étudiants de l'université de San Marcos (Interview 3, 1991). Il est nécessaire de rappeler que l'importante communauté chinoise au Pérou était souvent mal considérée.

(23) En 1956, la Chine n'avait de contacts qu'avec cinq pays latino-américains. Au début des années 1960, elle en avait établi avec tous les pays de la région. Toutefois, ces liens demeurent informels car Cuba est le seul état américain qui entretient des relations diplomatiques avec la Chine populaire dans les années 1960 (Johnson, 1970).

(24) À cet effet, une «semaine de la Chine», avec projections de films et un cycle de conférences à la *Casona* de San Marcos, est organisée une première fois en 1960 (Interview 4, 10/12/1992).

(25) Les réceptions en Chine de délégations latino-américaines sont nombreuses. Elles sont plus de 200 en 1959-1960 (et proviennent de 21 pays), 90 en 1961-1962 et 105 en 1963-1964. Ces

Si la propagande chinoise n'obtient aucun résultat du point de vue commercial et diplomatique (26), elle contribue à populariser auprès de nombreux Péruviens la voie chinoise au socialisme. La collectivisation progressive de l'agriculture et la création des communes populaires paraissent pour certains être une solution à la question agraire au Pérou (Interview 5, 1/4/1993) dont l'acuité est révélée par la multiplication des insurrections paysannes depuis la fin des années 1950. Le constat que les deux pays doivent briser les mêmes entraves au développement économique — concentration de la propriété aux mains d'une minorité de privilégiés et mainmise étrangère sur l'économie (27) grâce à la complicité des élites locales — contribuera également à renforcer l'intérêt que suscite le modèle révolutionnaire chinois au Pérou.

2. 1. 2. *La séduction du modèle révolutionnaire chinois*

La doctrine politique de Mao Tsé-toung a été découverte au Pérou en 1953 avec une version en français de *De la nouvelle démocratie*. Ce livre, acheté à Lima dans la librairie française et qu'un militant se charge de traduire aux autres communistes internés dans l'île pénitentiaire du Frontón, est une révélation pour les jeunes marxistes avides de nouveautés (Interview 6, 19/4/1993 et interview 2, 11/11/1993). À leur libération, la reproduction de cette brochure permet à des cercles plus larges de militants de l'étudier. D'autres textes, qui arrivent clandestinement d'Argentine via la Bolivie ainsi que ceux que le Kominform envoie au Pérou, entre 1955 et 1956, peu avant la fin du régime du Général Odría (Interview 7, 10/12/1993), les familiarisent ensuite à ses écrits militaires (28). Le succès que remporte l'œuvre de Mao est tel qu'un secteur du Parti reprend à la lettre les références de la révolution chinoise pour déterminer le caractère de classe du gouvernement de Manuel Prado (1956-1962) (29). Mais c'est au début des années 1960, lorsque Pékin décide d'exporter le modèle révolutionnaire chinois, que la voie suivie par Mao Tsé-toung pour prendre le pouvoir devient pour certains communistes péruviens une alternative à l'expérience bolchevique.

délégations sont composées principalement de syndicalistes, de journalistes, de scientifiques et de femmes (Johnson, 1970). La visite de complexes industriels, de communes populaires et la présentation de spectacles culturels sont proposés aux visiteurs étrangers pour montrer les progrès réalisés dans l'édification d'une Chine nouvelle (Sotomayor, 1979).

(26) Ce n'est qu'en 1972, sous le régime du Général Velasco (1968-1975), que le Pérou noue des relations diplomatiques avec la Chine populaire.

(27) Les deux plus grandes compagnies au Pérou — la Cerro de Pasco Corporation et l'International Petroleum Company (I.P.C.) — sont des filiales de multinationales nord-américaines. L'I.P.C. contrôle la majeure partie de la production pétrolière du pays, ce qui lui donne l'avantage dans le litige qui l'oppose depuis plusieurs décennies aux autorités péruviennes sur le paiement de taxes à l'État. L'expropriation de cette compagnie et la nationalisation du pétrole deviennent une revendication nationale à partir des années 1950.

(28) Il semblerait, après avoir recoupé plusieurs témoignages oraux, que les principaux textes de Mao disponibles au Pérou au milieu des années 1950 étaient : *De la nouvelle démocratie* (1940) et *De la dictature démocratique populaire* (1949) pour les ouvrages politiques, et *Problèmes stratégiques de la révolution en Chine* (1936) et *Une seule étincelle peut mettre le feu à la prairie* (1930) pour les écrits militaires.

(29) Le gouvernement de Manuel Prado est qualifié de représentant des «grandes terratenientes y grandes banqueros, dependiente principalmente del imperialismo norteamericano» (Béjar, 1987).

L'intérêt que le P.C.C. manifeste à l'égard de l'Amérique latine révèle l'ambition des Chinois d'exercer une influence idéologique dans une région dont le potentiel insurrectionnel vient d'être révélé par la victoire castriste à Cuba, en janvier 1959 (Johnson, 1970). L'invitation à Pékin, en mars 1959, des délégations de 12 partis communistes latino-américains, dont celle du P.C.P., concrétise cette volonté. Les moyens que les Chinois emploient pour diffuser leur modèle révolutionnaire sont les émissions radiophoniques et la distribution de publications dont, bien entendu, l'oeuvre de Mao (30). En complément à cette propagande destinée au grand public, un premier groupe de communistes péruviens est invité, en 1959, à suivre un cycle de formation destiné à enseigner aux latino-américains l'expérience révolutionnaire chinoise (31). Cette politique portera ses fruits car la plupart des cadres réintègreront le P.C.P. avec la certitude que la doctrine politique et militaire de Mao est la solution pour réaliser la révolution au Pérou (Sotomayor, 1979).

Cette conviction inspire la lettre que le comité départemental du Cuzco adresse, en janvier 1962, à la Direction nationale dans laquelle José Sotomayor remet en cause la ligne du *Frente de Liberación Nacional* (F.L.N.) pour affronter les élections du mois de juin 1962. Ce dernier accuse les dirigeants du Parti de confondre tactique et stratégie révolutionnaire et prédit l'échec du F.L.N. si cette erreur n'est pas rectifiée à temps (*Comité departamental del Cuzco*, janvier 1962). En fait, José Sotomayor leur reproche implicitement de ne pas considérer l'apport de Mao au marxisme-léninisme pour adapter le modèle bolchevique aux sociétés qui ne disposent pas d'un prolétariat suffisamment puissant pour diriger seul la révolution. Étant donné que les avertissements de José Sotomayor restent lettre morte, la confirmation six mois plus tard de ses prédictions renforce l'influence des adeptes du modèle révolutionnaire chinois au sein du P.C.P.

Grâce aux pressions de leurs représentants à la commission politique (32), le Pérou est considéré dans le document du IV^{ème} congrès national, en septembre 1962, comme un pays «semi-féodal» et «dépendant». Ce nouveau diagnostic assimile déjà le contexte politique et social péruvien à celui de la Chine avant 1949 mais l'expérience militaire de Mao n'est pas explicitement privilégiée par rapport au modèle révolutionnaire

(30) Les émissions de Radio Pékin en langue espagnole passent de 7 heures hebdomadaires en 1957 à 28 heures quatre ans plus tard. On observe la même tendance pour les émissions en portugais, destinées au Brésil. Les premiers ouvrages de Mao, en espagnol, sont publiés à Pékin en mars 1959, puis à Mexico en 1961 et à Cuba où son oeuvre intégrale est éditée à partir de 1962. À partir de mars 1963, *Peking Review*, la revue hebdomadaire qui diffuse à l'extérieur «le point de vue et les nouvelles de Chine», paraît en espagnol sous le titre de *Pekín informa* (Johnson, 1970).

(31) Le premier groupe de cadres envoyé à Pékin par la direction du P.C.P. pour étudier l'expérience révolutionnaire chinoise séjourne en Chine pendant tout le second semestre 1959. Les points forts de cette formation longue de cinq mois sont : le problème du front unique, le rôle des paysans dans la révolution, la ligne de Masse, la stratégie militaire de Mao, la tactique du Parti dans la clandestinité et la légalité, et enfin, la résolution des contradictions au sein du P.C.C. (Sotomayor, 1979).

(32) De la part de José Sotomayor en particulier. Élu responsable national de presse et de propagande au IV^{ème} congrès du P.C.P., en septembre 1962, sa contribution à l'élaboration du document final du congrès aurait été prépondérante (Interview 8, 1991).

bolchevique dans ce document. Ce compromis sera remis en cause l'année suivante lorsque le P.C.C. décide de contester ouvertement au P.C.U.S. la direction de la révolution mondiale après plusieurs années de sourde rivalité entre les deux partis communistes.

2. 1. 3. *L'impact de la polémique sino-soviétique sur les militants péruviens*

Au moment où le P.C.P. noue ses premiers contacts avec le P.C.C., en 1959, personne ne doute au Pérou de la fraternité des relations qui unissent la Chine populaire à l'U.R.S.S. (Sotomayor, 1979). C'est pourquoi la remise en cause par Moscou du traité de coopération sino-soviétique en juillet 1960 laisse les militants péruviens perplexes. La conférence des 81 partis communistes et ouvriers du monde, réunie à Moscou en novembre 1960, révèle l'ampleur des divergences qui séparent les partis chinois et soviétiques. Le délégué du P.C.P., José Sotomayor, condamnera les Soviétiques qui dépêchaient des émissaires à l'hôtel où étaient hébergés les invités étrangers afin de s'assurer de leur fidélité au P.C.U.S. En revanche, il admirera le courage de Deng Hsiao-ping qui défendait les Albanais des attaques soviétiques en rappelant que les rapports entre partis frères sont basés sur le principe de l'égalité et du respect mutuel. Pour la première fois, le dogme stalinien de la suprématie du P.C.U.S. est sérieusement remis en question (33). Le Déclaration à la clôture de la conférence sauve en apparence l'unité du camp socialiste mais n'apaise pas l'antagonisme sino-soviétique.

Toutefois, ce sujet n'est pas à l'ordre du jour des débats internes du P.C.P. Ce silence imposé par la Direction nationale contribue à créer un malaise croissant au sein du Parti à mesure que la presse péruvienne informe les militants de la dégradation des relations entre Pékin et Moscou (Interview 3, 1991). Leur désunion est perceptible lorsque les deux journaux communistes — *Unidad* et *Bandera Roja* — évoquent pour la première fois, en avril 1963, la crise du mouvement communiste international.

Le premier numéro de *Bandera Roja*, la publication du comité régional de Lima du P.C.P., paraît le 30 avril 1963 dans ce contexte d'incertitude. Le choix du titre du journal n'est pas innocent : c'est la traduction en espagnol du nom de l'organe théorique du comité central du P.C.C., le *Hongqi*. Toutefois, cette édition de *Bandera Roja* indique qu'un compromis entre le P.C.C. et le P.C.U.S. est toujours possible. L'extrait d'un éditorial de la *Pravda* illustré par une photo de Nikita Khrouchtchev est reproduit. À travers les critiques que les Soviétiques adressent aux Albanais, ce sont en fait les Chinois qui sont visés (34). Mais, un autre article signé Nicolás Catari, dans lequel les accusations de trotskisme adressées aux dirigeants du P.C.C. par les Soviétiques sont réfutées (35), nuance le message antichinois de l'article de la *Pravda*.

La pluralité de l'information du journal du comité régional de Lima tranche avec l'alignement sur la position des Soviétiques de *Unidad*, l'organe national du P.C.P. Le

(33) La sortie de la Yougoslavie du Kominform, en 1948, n'avait eu aucune répercussion chez les militants péruviens (Interview 5, 1/4/1993).

(34) *Fortalezcamos la unidad del movimiento comunista en aras del triunfo de la paz y del socialismo* (*Pravda*, 7/1/1963).

(35) *¿Qué es el trotskismo?* (*Bandera Roja*, 1, 30/3/1963).

16 avril, *Unidad* ne reproduit que l'article de la *Pravda* mentionné ci-dessus (*Unidad*, 57, 16/4/1963). Dans son édition du 1er mai, le journal du Parti consacre un article à la visite de Fidel Castro à Moscou. Son auteur y souligne l'entière convergence des points de vue cubains et soviétiques (*Unidad*, 58, 1/5/1963).

Cependant, la nouvelle commission politique élue lors du XVII^{ème} plénum du comité central, en mai 1963, s'engage à diffuser aussi bien les thèses du P.C.C. que celles du P.C.U.S. (*Comisión política del P.C.P.*, octobre 1968). Pour la première fois, la Direction nationale considère la position de Pékin aussi valable que celle de Moscou. Dès lors, *Unidad* informe ses lecteurs de l'évolution de la crise du mouvement communiste international sans prendre parti. Le 19 juillet, ses rédacteurs annoncent la tournure que prend la polémique sino-soviétique en reproduisant un texte de Lénine, *Sobre la importancia de la lucha teórica* (*Unidad*, 61, 19/7/1963). Le lendemain, l'échec du sommet P.C.U.S. et P.C.C. entraîne la rupture du dialogue entre les deux partis. La scission du mouvement communiste international est inévitable, comme le reconnaît la Direction du P.C.P. le 22 août (*Unidad*, 62, 22/8/1963). Il n'est désormais plus question de concilier les positions des deux adversaires qui se disputent la direction de la révolution mondiale.

Lorsque *Unidad* reparait le 7 novembre 1963, après trois mois de silence, la rupture entre partisans de Moscou et de Pékin est déjà consommée, comme le révèle l'engagement sans nuance du journal du Parti en faveur du P.C.U.S. En revanche, les partisans de la Chine, privés des fonds de la caisse nationale du Parti qui reste aux mains de la «vieille garde» (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 50), sont un peu plus lents à réagir. Leur adhésion aux thèses du P.C.C. est affichée dans le troisième numéro de *Bandera Roja*, le 2 décembre 1963. Cette prise de position confirme l'influence que les partisans de Pékin exercent au sein du comité régional de Lima (36) et annonce avec un mois d'anticipation la IV^{ème} conférence nationale du P.C.P.

Les cadres du Parti qui ont été formés en Chine, en 1959, sont les protagonistes de la IV^{ème} conférence nationale, en janvier 1964. La responsabilité de rédiger le document de la conférence revient naturellement à José Sotomayor. Depuis que l'ancien responsable du comité départemental du Cuzco a présenté les thèses de Mao Tsé-toung comme une alternative à la ligne politique suivie par la Direction nationale, en janvier 1962, José Sotomayor s'impose comme le cadre le mieux préparé pour assumer la direction des partisans péruviens de Pékin. Cependant, c'est Saturnino Paredes, son compagnon d'étude en Chine, qui est désigné secrétaire général du P.C.P. Le prestige que cet avocat a acquis en défendant la cause des paysans et le contrôle qu'il exerce sur la *Confederación Campesina del Perú* (C.C.P.) expliquent ce choix.

Aux côtés de José Sotomayor, plusieurs cadres influents au sein du comité régional de Lima ont joué un rôle prépondérant dans la défense des thèses idéologiques du P.C.C. Le poids des militants de Lima dans la IV^{ème} conférence est confirmé lorsque leur journal, *Bandera Roja*, devient le porte-parole officiel du P.C.P. prochinois à partir du 19 janvier 1964.

(36) Selon le témoignage d'un cadre proche de la «vieille garde», le comité régional de Lima se serait scindé en 2 factions de 6, le 13^{ème} cadre préférant se retirer du P.C.P. pour ne pas avoir à choisir entre les deux camps (Interview 1, 1991).

Toutefois, la décision de substituer *Bandera Roja* à *Unidad* atteste également que l'affrontement qui opposait les partisans de Pékin à ceux de Moscou lors du XVIIIème plénum du comité central s'est dénoué en faveur de ces derniers. L'abandon par les éditeurs de l'organe national du P.C.P. de la neutralité qu'ils avaient adoptée à l'égard de la crise sino-soviétique à partir du mois de mai révèle en effet la reprise en main de l'appareil par la «vieille garde». Son retour aux commandes a été rendu possible car la coalition qui était parvenue lors du XVIIème plénum, en mai 1963, à écarter Jorge del Prado et Juan Barrio de la commission politique, éclate après la rupture sino-soviétique. Une fois que la «vieille garde» s'impose à la tête des partisans de Moscou, plusieurs de ses opposants préfèrent se soumettre à elle plutôt que rompre avec le P.C.U.S. Parmi eux, on retrouve même des cadres qui avaient été séduits par le modèle révolutionnaire chinois, ce qui révèle que l'admiration pour l'oeuvre de Mao ne conduit pas automatiquement à faire allégeance au P.C.C. après la scission du camp socialiste (37). À l'inverse, de nombreux militants opteront pour le camp de Pékin en 1964 sans avoir une position tranchée sur la polémique sino-soviétique, car la IVème conférence nationale leur semble être l'occasion de régénérer le P.C.P.

2. 2. La coalition des mécontents du Parti

2. 2. 1. La révolution cubaine et la remise en cause de la politique de Khrouchtchev

L'arrivée au pouvoir de Fidel Castro à Cuba, le 1er janvier 1959, au bout de deux années de guérilla rurale, bouleverse les perspectives du mouvement révolutionnaire en Amérique latine. L'espoir d'un changement radical de la société renaît et la violence devient aux yeux de nombreux jeunes l'unique solution aux problèmes que les faibles démocraties latino-américaines n'ont pu résoudre : l'injustice sociale et la domination de l'impérialisme nord-américain (Béjar, 1987). La certitude de prendre le pouvoir dans un avenir très proche suscite la création, sur le modèle cubain, de foyers de guérillas dans presque tous les pays du continent. La gauche péruvienne n'échappe pas à la contagion radicale. La multiplication des soulèvements paysans dans les Andes depuis la fin des années 1950 (38), interprétée comme la preuve du potentiel insurrectionnel de cette région, renforce l'idée que la révolution est imminente (39).

(37) Ce choix déchirant a été exprimé dans plusieurs témoignages (Interviews 6 et 8 notamment).

(38) Les épisodes les plus célèbres sont la récupération des terres par plusieurs communautés dans les Andes centrales et la syndicalisation des paysans dans la province de La Convención y Lares (1958), en partie grâce à l'activité de Hugo Blanco dans cette zone. Les grandes haciendas de la région côtière ne sont pas épargnées par ce mouvement revendicatif. Mais c'est au début des années 1960 que les soulèvements vont s'étendre à l'ensemble de la sierra pour atteindre leur plus forte intensité entre juillet 1963 et janvier 1964.

(39) Cette conviction encourage plusieurs groupuscules de la gauche radicalisée à reproduire l'expérience révolutionnaire cubaine au Pérou. En effet, les guérilleros de Jauja, en 1962, du Madre de Dios, en mai 1963, des vallées de La Convención y Lares, en 1962-1963, et enfin ceux du M.I.R. et de l'E.L.N., en 1965, avaient tous pour objectif de transformer les Andes en la nouvelle Sierra Maestra d'Amérique du Sud.

L'euphorie révolutionnaire qui règne au Pérou à partir de 1959 et la radicalisation progressive du nouveau régime de La Havane placent les dirigeants du P.C.P. dans une situation délicate. D'une part, ces derniers espèrent bénéficier de cette conjoncture lors des élections présidentielles programmées pour le mois de juin 1962 en constituant le *Frente de Liberación Nacional* (F.L.N.) (40). Avec ce front politique, les communistes péruviens prétendent rassembler la gauche autour d'une plate-forme électorale qui s'inspire des réalisations du régime cubain (41). Mais d'autre part, le légalisme que la Direction du Parti préconise sans grand succès depuis la fin des années 1930 apparaît anachronique depuis que Fidel Castro est arrivé au pouvoir par la voie des armes. Le discours de plusieurs candidats du F.L.N. qui déclarent être prêts à prendre le pouvoir immédiatement, *con votos o con balas* (42), illustre l'ambiguïté de la position des dirigeants communistes qui, sans modifier fondamentalement la ligne traditionnelle du Parti, sont contraints à adopter un ton radical afin de conserver leurs militants. Cependant, leur stratégie sera désavouée par la II^{ème} Déclaration de La Havane, le 4 février 1962, lorsque Fidel Castro appelle les peuples d'Amérique latine à se soulever contre l'oppression. Dans ce contexte de polarisation entre partisans de la lutte armée et ceux qui prônent le respect des institutions politiques, le revers du F.L.N. aux élections (43), le 10 juin 1962, semble donner raison aux militants séduits par la propagande cubaine. L'ampleur du clivage qui divise les communistes péruviens sera révélé le 15 juin 1962 lorsque des dissidents regroupés dans l'*Organización de Intelectuales Revolucionarios* (O.I.R.) (44) publient *En defensa de los principios marxistas leninistas del Partido Comunista Peruano*.

(40) Les dirigeants communistes, bien que fort réticents à l'égard de la révolution cubaine nationaliste et démocratique mais pas d'inspiration marxiste à l'origine, sont contraints par la base à louer Fidel Castro. À l'inverse, les dirigeants apristes, qui avaient été les premiers à applaudir son triomphe, changent rapidement d'attitude lorsque surgissent les premiers accrocs entre La Havane et Washington suite à la réforme agraire (mai 1959) et à la nationalisation des capitaux nord-américains investis à Cuba (juillet 1960). En effet, la radicalisation du nouveau régime cubain va à contre-courant du virage conservateur du parti de Haya de la Torre qui abandonne les aspects les plus radicaux de son programme politique pour se rapprocher des États-Unis et partager le pouvoir avec l'oligarchie. C'est dans ce contexte que la III^{ème} conférence nationale du P.C.P. (juillet 1960) décide la création d'un front unique «nationaliste, démocratique et populaire» afin de battre les représentants de l'oligarchie et de l'impérialisme nord-américain lors des élections de 1962.

(41) Le F.L.N. se déclare ouvert à tous les défenseurs des revendications du peuple péruvien et se définit comme anti-impérialiste, anti-oligarchique, national, révolutionnaire et démocratique. Les principaux points de son programme sont : abroger l'article 53 de la Constitution de 1933 qui interdit le P.C.P., accorder le droit de vote aux analphabètes, restaurer les élections municipales, nationaliser les secteurs stratégiques de l'économie, en particulier l'extraction pétrolière, établir des liens diplomatiques et commerciaux avec les pays socialistes et redistribuer la terre à ceux qui la travaillent. La planification du développement économique, la gratuité de l'éducation et des soins de santé, l'égalité des sexes, l'amélioration des conditions de travail et le respect du droit de syndicalisation sont également considérés dans le programme du F.L.N. (Martinez, 1962).

(42) C'est-à-dire par les urnes ou bien les armes.

(43) Il faut rappeler que le candidat du F.L.N. à la présidence de la République, le Général Pando, ne recueille que 2,04 % des suffrages exprimés.

(44) L'O.I.R., qui regroupe des intellectuels mis à l'écart du comité régional de Lima, a probablement très peu d'influence politique. Toutefois, le document qu'elle publie en 1962 exprime l'opinion des nombreux communistes qui sont en marge du P.C.P. (Béjar, 1987).

Pour condamner l'engagement du P.C.P. au scrutin, les éditeurs de ce document s'appuient sur un extrait de la IIème Déclaration de La Havane dans lequel Fidel Castro assimile la convocation des élections à une manoeuvre de l'oligarchie pour détourner le peuple de la révolution (*Organización de Intelectuales Revolucionarios*, juin 1962). Ils concluent que la participation de la gauche au jeu électoral est une trahison aux principes du marxisme-léninisme. Au-delà de la critique de la ligne du Parti, les partisans de la révolution cubaine dénoncent la transition pacifique au socialisme préconisée par Moscou dans le cadre de la doctrine de la coexistence pacifique (45). C'est pour la première fois dans l'histoire du P.C.P. que l'autorité du P.C.U.S. à la tête du mouvement communiste international est sérieusement remise en cause (46). Pour marquer davantage leurs divergences avec les Soviétiques, les éditeurs de ce document condamnent également la campagne de déstalinisation lancée par Nikita Khrouchtchev lors du XXème congrès du P.C.U.S., en 1956. En effet, à la différence de la «nouvelle gauche» dont l'objectif est de renouveler les partis de la gauche et d'adapter le marxisme au contexte péruvien contemporain (Béjar, 1987; Nieto, 1987), les dissidents communistes justifient leur fronde au nom du marxisme-léninisme dans sa version stalinienne.

Toujours selon l'O.I.R., la destitution des cadres qui dirigent le P.C.P. presque sans interruption depuis 1942 est la condition préalable au retour à l'orthodoxie car ces derniers, en recherchant constamment l'alliance d'une «bourgeoisie nationale» inexistante au Pérou, seraient les responsables des revers successifs que les communistes péruviens ont essuyés en vingt ans (*Organización de Intelectuales Revolucionarios*, juin 1962). Pour démontrer l'«opportunisme» de la «vieille garde», les dissidents radicaux publient dans son intégralité un document daté du 19 juin 1948 — les *Conclusiones y resoluciones del XIV congreso departamental de Lima* — dans lequel les mêmes cadres étaient déjà accusés d'avoir sacrifié l'objectif révolutionnaire pour appuyer de manière inconditionnelle le gouvernement du Président Manuel Prado (1939-1945).

Le IVème congrès national du P.C.P., convoqué du 29 août au 3 septembre 1962 notamment pour dresser un bilan des élections du mois de juin, offre aux adeptes de la praxis révolutionnaire cubaine l'occasion de rectifier la ligne du Parti et de renouveler sa Direction. Néanmoins, les principaux cadres de la «vieille garde» — Jorge del Prado, Juan Barrio et Raúl Acosta — parviennent à conserver le contrôle du Parti grâce à l'appui inespéré de la faction prochinoise (Interview 8, 1991) dont le chef de file — José Sotomayor — accède à la commission politique en tant que responsable de presse et de propagande du P.C.P. L'hostilité que ce dernier nourrit à l'égard des partisans de la

(45) Cette remise en cause de la politique de Khrouchtchev a d'autant plus de force auprès des militants péruviens que le régime de Fidel Castro se déclare socialiste à partir du 15 avril 1961 et présente désormais la voie cubaine au socialisme comme la mieux adaptée à l'Amérique latine. La volonté de La Havane d'exporter son modèle révolutionnaire en entraînant, dès 1961, les futurs guérilleros latino-américains et sa prétention de diriger la révolution continentale comme le révèle la IIème Déclaration de février 1962, ne peuvent donc que heurter les Soviétiques et déstabiliser davantage leurs alliés qui sont à la direction des partis communistes de la région.

(46) La fondation en 1944 du *Grupo Obrero Marxista* (G.O.M.) par des militants expulsés, première organisation d'obédience trotskiste au Pérou et donc opposée à Staline, a eu peu de retentissement.

révolution cubaine (47) et l'opportunité d'imposer ses propres options idéologiques dans le document final du IV^{ème} congrès justifient l'alliance avec la «vieille garde» contre l'aile la plus radicale du Parti. Cependant, la *Redada* anticommuniste, orchestrée par les militaires le 5 janvier 1963, bouleversera les rapports de force au sein du P.C.P.

L'incapacité des dirigeants du Parti à prévenir la destruction de l'appareil conduit les militants démoralisés à s'unir pour destituer la «vieille garde». La nouvelle lutte interne s'inscrit à l'origine dans la continuité du combat mené par le comité départemental de Lima à la fin des années 1940. En 1947 comme en 1963, la campagne de moralisation engagée par des militants dans l'objectif de rectifier la ligne du Parti jugée trop complaisante à l'égard du gouvernement et de punir les coupables des malversations est dirigée contre Jorge del Prado et Juan Barrio. De ce fait, la réédition par l'O.I.R., le 15 juin 1962, des *Conclusiones y resoluciones del XIV congreso del comité departamental de Lima*, de juin 1948, semble annoncer la lutte interne de 1963. Cette coïncidence rend vraisemblable la participation des partisans de la révolution cubaine, mis en minorité lors du IV^{ème} congrès national, en septembre 1962, dans la nouvelle tentative de destitution de la «vieille garde».

De même, la reproduction quinze ans plus tard du document du comité départemental de Lima témoigne que le souvenir de la crise interne de 1947-1948 reste toujours vivace. Ainsi, il est probable que plusieurs anciens militants de Lima et leurs disciples appuient, en marge de l'organisation, la nouvelle fronde contre la «vieille garde» dans l'espoir de prendre leur revanche sur les cadres qui les avaient expulsés lors du III^{ème} congrès, en août 1948.

Après la destruction de l'appareil du Parti par la répression, les partisans du modèle révolutionnaire chinois rallient le camp de la dissidence. Selon José Sotomayor, c'est l'intention de la «vieille garde» d'appuyer la politique «réformiste» de la Junte militaire avant le 5 janvier qui justifie ce retournement d'alliance (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 20).

Cependant, les tentatives de renouvellement de la Direction, menées sur l'initiative des seuls militants, sont habituellement vouées à l'échec dans l'histoire du P.C.P. Une analyse des mécanismes de fonctionnement du Parti et du fondement du pouvoir de ses dirigeants, effectuée à partir des crises internes de 1947-1948, de 1957-1959 et enfin celle de 1963, nous permettra de mieux comprendre l'inamovibilité de la «vieille garde» et de discerner les raisons qui ont conduit beaucoup de ses opposants à opter pour le camp de Pékin à la suite de la rupture sino-soviétique, en juillet 1963.

2. 2. 2. *La scission du camp socialiste et l'opportunité de régénérer le P.C.P.*

Depuis la fondation du P.C.P. en mai 1930, jusqu'à la IV^{ème} conférence nationale, en janvier 1964, l'unique tentative de destitution d'un secrétaire général qui

(47) Farouche défenseur de l'orthodoxie marxiste-léniniste, José Sotomayor taxe les adeptes du modèle révolutionnaire cubain de «gauchistes» (*Comité departamental del Cuzco*, janvier 1962). Ce jugement est réitéré dans le document de la IV^{ème} conférence nationale.

ait abouti fut celle de Eudocio Ravines, en mai 1942 (48). Mais son exclusion du Parti avait été acquise grâce à une intervention externe. La décision du Parti Communiste chilien de bannir Eudocio Ravines, qui s'était exilé à Santiago, donnait aux militants péruviens un argument de poids pour le destituer (*El militante*, 1980). Une fois que les bénéficiaires de cette lutte interne ont assuré leur mainmise sur l'appareil du Parti lors du Ier congrès national du P.C.P., en septembre 1942, ceux-ci sont toujours parvenus à écarter les militants qui contestaient leur légitimité.

Ainsi, la crise qui opposait depuis 1947 la Direction nationale aux responsables du comité départemental de Lima, se conclut par l'expulsion de ces derniers au IIIème congrès du P.C.P., en août 1948 (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 42-44). La structure du Parti, cloisonnée en cellules qui convergent séparément vers la Direction, a contribué à ce dénouement. Les militants de Lima, qui n'ont pas eu la possibilité d'étendre leur mouvement de contestation à l'ensemble de l'organisation, notamment en province, sont mis en minorité lors du IIIème congrès. Seul le coup d'État militaire du Général Odría, en octobre 1948, parvient à neutraliser provisoirement la Direction nationale car ses membres sont pourchassés par le nouveau régime militaire (1948-1956).

Leur absence offre à de nouveaux cadres l'opportunité d'accéder aux commandes du P.C.P. Cependant, ceux-ci sont progressivement mis à l'écart après 1956, lorsque le relâchement de la répression permet aux communistes de se réorganiser (49). Le climat de suspicion qui règne en permanence au sein du Parti a facilité l'exclusion de ces jeunes cadres issus pour la plupart de l'A.P.R.A. (50). En revanche, l'opacité de l'organisation joue en faveur de la «vieille garde». Bien que plusieurs de ses représentants soient accusés d'avoir déserté le Parti pendant la dictature militaire (51), son retour à la Direction est confirmé lors de la IIIème conférence nationale, en juillet 1960.

Le dénouement de ces trois crises de Direction montre combien le caractère clandestin et fortement hiérarchisé des organisations bolcheviques, qui accordent le monopole de l'information à un nombre très restreint de cadres, pèse dans l'histoire du P.C.P. Un autre facteur qui explique l'inamovibilité de la «vieille garde» découle de la conception du Parti comme un instrument de la révolution mondiale dont le centre de

(48) Successeur de José Carlos Mariátegui, Eudocio Ravines fut le premier secrétaire général du P.C.P. Il a dirigé le Parti entre 1930 et 1942.

(49) Leur chef de file, Virgilio Roel, est expulsé à la suite du XIème plénum du comité central, en septembre 1957, et ses anciens collaborateurs connaîtront le même sort lors de la IIIème conférence du comité départemental de Lima, en juin 1959.

(50) Cette origine est particulièrement suspecte car la parti apriste est traditionnellement le principal adversaire politique du P.C.P. Cette animosité remonte à la rupture entre José Carlos Mariátegui et Victor Raúl Haya de la Torre, en 1928.

(51) Jorge del Prado et Juan Barrio abandonnent leurs responsabilités après le coup d'état du Général Odría, en octobre 1948, pour se réfugier en province. Ils laissent ainsi Manuel Ugarte, élu secrétaire général lors du IIIème congrès, en août 1948, assurer seul la survie du P.C.P. dans la clandestinité. Pis, lorsque Jorge del Prado est arrêté à Arequipa en 1951, il négocie avec le régime militaire sa déportation en Bolivie, ce qui est considéré comme une trahison pour un communiste. Ce n'est qu'en 1956, après la fin de la dictature, que Jorge del Prado rentre au Pérou et réintègre le Parti.

décision est Moscou. Fort de la légitimité que lui confèrent ses contacts privilégiés avec les Soviétiques, Jorge del Prado est toujours parvenu à exclure ses ennemis en les taxant de «trotskistes» ou bien en les accusant d'être des «agents de la C.I.A.». Ces deux anathèmes ont pendant longtemps été sans appel car, à l'époque où le camp socialiste formait un bloc monolithique derrière le P.C.U.S., il était inconcevable pour un marxiste-léniniste de constituer une organisation en parallèle à celle dont il avait été banni sans avoir l'aval de Moscou (52).

La nouvelle crise interne qui déchire le P.C.P. à partir du premier semestre 1963 constitue un épisode de plus de la lutte pour le pouvoir qui ponctue l'histoire du P.C.P. depuis sa création. Mais à la différence de leurs prédécesseurs, les adversaires de la Direction nationale parviennent cette fois à écarter provisoirement Jorge del Prado et Juan Barrio de la commission politique lors du XVIII^{ème} plénum du comité central, en mai 1963. La *Redada* anticommuniste des militaires, le 5 janvier 1963, contribue beaucoup à ce succès. La réclusion pendant plusieurs mois de militants qui proviennent de tout le pays rompt le mystère qui entoure habituellement la vie du Parti (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 48) et permet aux militants démoralisés de concerter la destitution de la Direction nationale. C'est dans cet objectif que la nouvelle commission politique, élue au mois de mai en l'absence des trois représentants de la «vieille garde», engage une enquête sur la gestion du Parti. Toutefois, la rupture entre Pékin et Moscou, en juillet 1963, modifiera le cours du combat pour la Direction et précipitera la scission du P.C.P.

Le tournant dans la lutte interne sera marqué par la publication, le 24 juillet 1963, de *Reportaje al futuro* (Valcárcel, 1963). En finançant la publication de cet ouvrage, la «vieille garde» entérine la doctrine de la coexistence pacifique et la déstalinisation que Nikita Khrouchtchev a annoncées lors du XX^{ème} congrès du P.C.U.S. (53), en février 1956, et impose de ce fait la polémique idéologique sino-soviétique au centre des querelles internes du P.C.P. Forte de la nouvelle légitimité que lui confère la défense des thèses du P.C.U.S. contre celles du P.C.C., elle parvient à reprendre le contrôle de l'appareil à l'issue du XVIII^{ème} plénum du comité central, en octobre 1963. La présence à cette réunion d'un délégué du Parti communiste chilien — organisation qui jouit historiquement d'un grand prestige chez les Péruviens — favorise également la «vieille garde» sur ses adversaires qui sont taxés, sans distinction, de *chinófilos* (*IV conferencia nacional del P.C.P.* : 50). Néanmoins, cet anathème n'aura pas les mêmes conséquences que dans le passé. Bien que minoritaires au sein du Parti, les partisans

(52) Dans cet esprit, en 1948, la plupart des responsables du comité départemental de Lima avaient renoncé à la politique après leur expulsion du P.C.P. Le même réflexe dissuade les militants exclus en 1959 de constituer un nouveau parti. Plusieurs d'entre eux constitueront le *Grupo leninista* sans toutefois oser transformer cette organisation en un véritable parti politique (Interview 5, 1/5/1993).

(53) La campagne de déstalinisation, lancée par Nikita Khrouchtchev au XX^{ème} congrès du P.C.U.S. (1956) avec son fameux Rapport secret, est accueillie avec stupeur par les communistes péruviens au point qu'ils croient que c'est une rumeur propagée par la CIA. Bien que les doutes soient dissipés au XXI^{ème} congrès du P.C.U.S. (1959), la direction du P.C.P. évite de manière délibérée de provoquer un débat de fond qui menacerait son autorité. La question de la déstalinisation n'est donc tranchée au Pérou qu'en 1963.

péruviens de Pékin n'hésitent plus à riposter une fois que José Sotomayor s'est assuré de la caution idéologique et de l'aide financière du P.C.C. lors de son voyage en Chine (Sotomayor, 1979), en décembre 1963. C'est dans ces circonstances qu'ils convoquent la IV^{ème} conférence nationale, le 18 et 19 janvier 1964, et ratifient la scission du mouvement communiste international en expulsant à leur tour les «révisionnistes» du P.C.P.

Étant donné que tous les militants péruviens sont contraints à s'aligner sur l'un des deux grands partis communistes qui revendiquent la direction de la révolution mondiale, la IV^{ème} conférence nationale rassemble, en général, l'aile radicale et conservatrice du Parti hostile à la politique de Nikita Khrouchtchev. Plusieurs motivations politiques et idéologiques peuvent expliquer la démarche des militants qui, sans partager la conviction des adeptes du modèle révolutionnaire chinois, font néanmoins allégeance au P.C.C. en adhérant aux conclusions de la IV^{ème} conférence. Dans le cas des partisans de Cuba, la brouille entre La Havane et Moscou qui clôt la crise des fusées (54) en 1961, les rapproche du régime de Pékin qui réaffirme à cette occasion sa solidarité avec Fidel Castro. De même, la prédication des communistes chinois en faveur de la libération des «peuples opprimés par l'impérialisme et ses laquais» et la confusion que ces derniers entretiennent entre les modèles révolutionnaires chinois et cubain (55), tous deux fondés sur la guérilla rurale, conduisent certains admirateurs de Cuba à opter pour Pékin, en 1964. Quant aux nostalgiques du stalinisme, la prétention du P.C.C. de préserver la pureté de l'héritage stalinien que Khrouchtchev dénonce depuis le XX^{ème} congrès, en février 1956, séduit nombre d'entre eux. Enfin, les partisans de la révolution cubaine et les fidèles de Staline coïncident avec les adeptes de Pékin pour considérer le renouvellement de la Direction nationale comme la condition préalable qui permettra au P.C.P. de se régénérer.

L'hostilité à la «vieille garde» est également un facteur important qui conduit de nombreux communistes à rallier le camp des partisans de Pékin. C'est notamment le cas de certains militants qui s'étaient compromis dans la fronde contre la Direction au premier semestre 1963. Mis en minorité lors du XVIII^{ème} plénum du comité central, en octobre 1963, l'adhésion à la IV^{ème} conférence nationale apparaît être l'unique issue pour éviter les sanctions de la «vieille garde». De même, la scission du P.C.P. représente pour certains militants qui furent expulsés dans le passé l'opportunité de réintégrer l'activité partisane. Ainsi, un nombre important de communistes péruviens se sont

(54) L'implantation de missiles nucléaires soviétiques sur le sol cubain en octobre 1962, amène le monde au bord de la guerre mondiale. Devant la menace de Kennedy de riposter militairement, Khrouchtchev décide de faire marche arrière. Ce retrait provoque l'amertume de Fidel Castro car les Soviétiques ne l'ont pas consulté pour trouver une issue à la crise.

(55) La propagande de Pékin a longtemps entretenu la confusion entre les modèles révolutionnaires cubains et chinois dans l'intention de renforcer son influence en Amérique latine (Johnson, 1970). Ainsi, le M.I.R. péruvien s'inspire à la fois des exemples de Castro et de Mao lors de la guérilla de 1965. Cependant, le rapprochement entre Moscou et La Havane, la remise en cause de plusieurs accords commerciaux sino-cubains, en 1965, et enfin le choc inévitable entre Mao et Castro depuis que ce dernier revendique la direction de la révolution dans l'ensemble du tiers-monde en convoquant la conférence Tricontinentale, en janvier 1966, explique que Pékin pousse ses partisans latino-américains à adopter une position anti-cubaine à partir de 1965 (Sotomayor, 1979).

alignés sur l'une des deux organisations qui revendiquent l'exclusivité de l'héritage du parti fondé par José Carlos Mariátegui sans avoir une idée précise du débat idéologique qui déchire les militants les mieux informés (56).

Enfin, une fois que l'appui de Pékin garantit la viabilité d'une organisation prochinoise au Pérou, il est probable que de nombreux militants ont adhéré à la IV^{ème} conférence nationale dans l'espoir de satisfaire des appétits personnels. En effet, l'expulsion des «révisionnistes créoles» permet à de nouveaux militants d'accéder à des postes de responsabilité qui étaient accaparés auparavant par la «vieille garde» et ses proches.

La IV^{ème} conférence nationale du P.C.P. marque indéniablement la naissance de la première organisation prochinoise au Pérou. Le point de vue de Pékin sur les principales contradictions du monde contemporain ainsi que sur la question de la paix et de la guerre est fidèlement repris dans le document de la conférence. Le destin du Pérou s'ancre désormais à celui des pays du tiers-monde et la stratégie de la révolution devra s'inspirer du modèle chinois car le diagnostic que les partisans de la IV^{ème} conférence nationale portent sur la société coïncide avec celui de la Chine dans les années 1920. Toutefois, le document de la conférence n'est pas une simple transcription des directives chinoises car son auteur, José Sotomayor, tente d'adapter les consignes de Pékin au contexte politique et social péruvien du moment pour déterminer la ligne du Parti.

L'alignement des partisans de la IV^{ème} conférence nationale sur les thèses idéologiques du P.C.C. s'accompagne du rejet du «révisionnisme» des dirigeants soviétiques. Selon eux, cette déviation trouve son origine dans le XX^{ème} congrès du P.C.U.S., en février 1956, lorsque Nikita Khrouchtchev remet en cause l'héritage stalinien et impose la doctrine de la coexistence pacifique en nouveau principe directeur du mouvement communiste international. Ainsi, la IV^{ème} conférence nationale tranche le débat que suscite chez les militants péruviens la polémique qui oppose ouvertement le P.C.C. au P.C.U.S. après le 20 juillet 1963 à propos de la pureté du marxisme-léninisme. L'expulsion des «révisionnistes créoles» du P.C.P. entérine donc la scission du camp socialiste entre les partisans de Nikita Khrouchtchev et ceux qui défendent l'héritage stalinien.

Peut-on pour autant considérer la genèse de la première organisation prochinoise au Pérou comme le simple pendant de la polémique idéologique sino-soviétique ? Cette affirmation de l'historiographie maoïste est démentie par l'analyse de l'articulation de

(56) À ce titre, la réaction du comité régional d'Arequipa, pourtant l'un des principaux du P.C.P., est éloquente : dans la *Circular* n° 14, datée du 22 février 1964, les militants d'Arequipa méconnaissent la commission politique élue lors du XVIII^{ème} plénum du comité central tout en réaffirmant le rôle que le P.C.U.S. a joué et joue toujours dans le développement du socialisme dans le monde (*Bandera Roja*, 2, 20/3/1964). La V^{ème} conférence du comité régional, réalisée le 26 mars, met fin à cette confusion qui révèle leur méconnaissance de la polémique idéologique sino-soviétique en s'alignant sur la position du Parti chinois et de la IV^{ème} conférence nationale et en condamnant les «révisionnistes» soviétiques et leurs adeptes au sein du comité régional (*Bandera Roja*, 3, 17/4/1964).

la crise internationale sur la lutte interne qui précède la IV^{ème} conférence nationale du P.C.P. En effet, la lutte interne qui éclate au premier semestre 1963 et qui aboutit l'année suivante à la scission s'apparente à l'origine — tant par les arguments employés que par l'objectif à atteindre — aux affrontements qui ont régulièrement opposé les militants à leurs dirigeants depuis la fondation du P.C.P. Bien que la dégradation des relations sino-soviétiques, sensible dès 1960, préoccupe les acteurs de la fronde contre la «vieille garde» aux commandes du Parti, la crise du mouvement communiste international demeure longtemps secondaire dans leur esprit. C'est donc après la rupture entre les deux partis qui se disputent la direction de la révolution mondiale, en juillet 1963, que les conséquences de la scission du camp socialiste s'imposent aux militants péruviens. Le clivage idéologique que la «vieille garde» introduit en endossant la défense du P.C.U.S. immédiatement après la rupture sino-soviétique déconcerte ses adversaires et lui permet de regagner le contrôle de l'appareil du Parti à l'issue du XVIII^{ème} plénum du comité central, en octobre 1963. Ainsi, le combat mené par les «marxistes-léninistes» péruviens contre le «révisionnisme» n'a été ni volontaire ni victorieux comme l'affirment les auteurs du document de la IV^{ème} conférence nationale puis ultérieurement les historiographes maoïstes. Bien au contraire, le discours antisoviétique des Chinois choque beaucoup de communistes péruviens, y compris plusieurs militants qui avaient été initialement séduits par le modèle révolutionnaire chinois.

Si les partisans de Moscou sont majoritaires au sein du comité central lors du XVIII^{ème} plénum, les adeptes de Pékin sont néanmoins solidement implantés, notamment dans la Direction nationale et à Lima, le comité régional le plus important de l'organisation. Cette présence, fruit de la propagande que la Chine populaire déploie en Amérique latine à partir de 1959 dans l'objectif d'exercer une influence politique et idéologique en parallèle à celle de Moscou, permettra aux adeptes du modèle révolutionnaire chinois d'imposer leur point de vue lors du IV^{ème} congrès national du P.C.P., en septembre 1962. Paradoxalement, ce succès qui témoigne de l'existence d'une faction prochinoise active au sein du Parti avant la rupture sino-soviétique, a été obtenu avec la complicité de la «vieille garde» dont l'autorité était ébranlée après l'échec du F.L.N. aux élections générales du mois de juin 1962. Cependant, cette alliance nouée pour faire obstacle aux admirateurs du modèle révolutionnaire éclate après la *Redada* anticommuniste, le 5 janvier 1963.

Lors du XVII^{ème} plénum du comité central, en mai 1963, la faction prochinoise appuie cette fois la destitution de la «vieille garde» jugée responsable de la destruction de l'appareil du Parti et impose la résolution d'informer de manière impartiale les militants sur la crise du mouvement communiste international. Cet accord ne permet pourtant pas aux partisans de Pékin de rompre leur isolement comme l'atteste leur défaite lors du XVIII^{ème} plénum, en octobre 1963. Dans ces circonstances, quelles sont les motivations qui ont conduit la moitié des militants du Parti à opter en janvier 1964 pour le camp de Pékin en adhérant aux conclusions de la IV^{ème} conférence nationale ?

Outre les partisans du modèle révolutionnaire chinois, la IV^{ème} conférence nationale rassemble, en général, l'aile radicale et conservatrice du Parti qui s'oppose à la politique de Nikita Khrouchtchev. L'impopularité de la «vieille garde» dont la gestion

est associée aux revers successifs que le P.C.P. a essuyés depuis 1942 conduit également beaucoup de ses opposants à rallier le camp de Pékin en janvier 1964. Ainsi, la IVème conférence nationale réunit des militants qui ont des motivations et des aspirations très diverses mais qui coïncident tous à considérer l'expulsion de la «vieille garde» comme une opportunité de changement. Bien qu'il soit très délicat de distinguer les motivations personnelles des convictions idéologiques, cette étude sur la genèse de la IVème conférence nationale démontre que, dans de nombreux cas, l'idéologie joue un simple rôle de légitimation car, en janvier 1964, seule l'adhésion aux thèses de Pékin peut garantir la viabilité d'un parti communiste distinct de celui que dirige la «vieille garde». Ainsi, l'idéologie apparaît être davantage un facteur de différenciation qu'un trait d'union pour les partisans de la IVème conférence.

Ce n'est qu'après avoir consommé la rupture avec l'Union soviétique que les communistes chinois se préoccupent de diffuser à l'extérieur un nouveau cadre doctrinal dans lequel les figures de Lénine et Staline s'effacent devant celle de Mao. Cette modification qui marque la naissance du maoïsme sera enregistrée au Pérou avec la Vème conférence nationale du P.C.P., en octobre 1965. L'autonomie dont bénéficiait José Sotomayor en 1964 pour déterminer la ligne du Parti disparaît et l'attitude qu'il recommandait d'adopter à l'égard du gouvernement dans la IVème conférence nationale sera condamnée par les nouveaux maoïstes péruviens. En parallèle, l'autorité de Saturnino Paredes qui devient l'homme de Pékin en rédigeant le document de la Vème conférence s'impose sur celle de José Sotomayor. Ces deux mutations montrent la volonté des Chinois de prendre en main leurs adeptes dans le monde et nous révèlent que la scission du P.C.P. en 1964 n'a été ni commandée ni dirigée par Pékin. En effet, à la différence de Moscou qui incite directement ses partisans à trancher la polémique sino-soviétique, en déléguant notamment un cadre chilien pour appuyer la «vieille garde» lors du XVIIIème plénum du comité central, les adeptes de Pékin doivent se rendre en Chine pour obtenir un appui. Les conditions dans lesquelles la première organisation prochinoise péruvienne est née explique le paradoxe suivant : l'historiographie maoïste loue les résolutions internationales de la IVème conférence nationale tout en condamnant José Sotomayor, l'auteur de ce document.

Références citées

- BANDERA ROJA, journal du comité régional de Lima du P.C.P., puis organe de presse du P.C.P. prochinois à l'issue de la IVème conférence nationale (janvier 1964).
- BEJAR, Hector, 1987 - Los orígenes de la nueva izquierda en el Perú (1956-1967). in : *Pensamiento político peruano*, vol. 2 (A. Adrianzen, ed.) : 351-377 ; Lima : DESCO.
- COMISIÓN POLÍTICA DEL P.C.P., 1968 - *Acerca de la historia del P.C.P. y de su lucha interna*, 90p. ; Lima : Bandera Roja.
- COMITÉ DEPARTAMENTAL DEL CUZCO DEL P.C.P., janvier 1962 - Carta a la dirección nacional del partido, 8 p., ms.
- EL MILITANTE, 1980 - *Documentos para la historia del partido comunista peruano*, 141p.

- FLORES GALINDO, Alberto, 1982 - *La agonía de Mariátegui. La polémica con la Komintern*, 157p. ; Lima : DESCO.
- GUILLERMAZ, J., 1972 - *Histoire du Parti communiste chinois : le P.C.C. au pouvoir (1949-1972)*, vol.2, 551p. ; Paris : Payot.
- JOHNSON, Cecil, 1970 - *Comunist China and Latin America (1959-1967)*, 321p. ; New York : Columbia University Press.
- MARTINEZ, S., 1962 - *Guía electoral 1962*, 260p. ; Lima.
- NIETO, J., 1987 - ¿Vieja o nueva izquierda? in : *Pensamiento político peruano*, vol. 2 (A. Adrianzen, ed.) : 380-410 ; Lima : DESCO.
- ORGANIZACIÓN DE INTELLECTUALES REVOLUCIONARIOS, 1962 - *En defensa de los principios marxistas leninistas del partido comunista peruano*, 89p. ; Lima : Los Andes.
- PARTIDO COMUNISTA PERUANO, 1964 - IV conferencia nacional del partido comunista peruano, Janvier, 60p., ms.
- RONCAGLIOLO, R., 1980 - *¿Quién ganó? Elecciones 1931-1980*, 137p. ; Lima : DESCO.
- SOTOMAYOR, J., 1979 - *Leninismo o maoismo*, 275p. ; Lima : Universo.
- SULMONT, Denis, 1977 - *Historia del movimiento obrero peruano (1890-1977)*, 232p.; Lima : Tarea.
- UNIDAD, organe national du P.C.P.
- VALCARCEL, G., 1963 - *Reportaje al futuro (crónicas de un viaje a la URSS)* ; Lima : Perú Nuevo.

Liste des interviews, numérotés par ordre d'apparition

- Interview 1 : cadre du P.C.P., partisan de Moscou en 1964.
- Interview 2 : cadre du P.C.P., partisan de Pékin en 1964.
- Interview 3 : militant du P.C.P., partisan de Moscou en 1964.
- Interview 4 : ancienne militante du P.C.P., responsable de l'Association Pérou-Chine.
- Interview 5 : ancien militant du P.C.P., expulsé en 1959.
- Interview 6 : cadre du P.C.P., partisan de Moscou en 1964.
- Interview 7 : ancien cadre du P.C.P., expulsé en 1957.
- Interview 8 : cadre du P.C.P., partisan de Moscou en 1964.